

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
31 décembre 2018
Français
Original : anglais

**Commission des questions politiques spéciales
et de la décolonisation (Quatrième Commission)****Compte rendu analytique de la 27^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 14 novembre 2018, à 10 heures

Président : M. O'Toole (Vice-Président)..... (Irlande)**Sommaire**

Point 55 de l'ordre du jour : Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



En l'absence de M. Kemayah Sr. (Libéria), M. O'Toole (Irlande), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 55 de l'ordre du jour : Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (suite) (A/73/357, A/73/364, A/73/410, A/73/420, A/73/499)

1. **M. Shaddad** (Jordanie) dit que sa délégation attend avec intérêt le jour où le point à l'examen pourra être retiré de l'ordre du jour, suite à la fin de l'occupation israélienne et à la création d'un État palestinien indépendant conformément à la légitimité internationale, y compris l'Initiative de paix arabe. La communauté internationale doit intervenir de toute urgence et contraindre Israël à faire preuve de retenue et à prendre des mesures concrètes pour mettre fin aux souffrances de la population de Gaza. La délégation jordanienne salue les efforts déployés par l'Égypte et l'Organisation des Nations Unies pour désamorcer les tensions et imposer un cessez-le-feu. La situation à Gaza doit être abordée dans un cadre politique global qui garantisse le retour d'Israël et de la Palestine à la table des négociations afin de parvenir à la solution des deux États et d'instaurer la paix et la sécurité dans la région. Cependant, le processus de paix a été gelé à plusieurs reprises du fait de l'expansion des colonies de peuplement israéliennes. L'absence de réaction face à cette situation envoie un signal dangereux, sape l'espoir d'instaurer la paix, enhardit les terroristes et les extrémistes et fait place à davantage de haine et de violence. Les États Membres doivent œuvrer de concert pour jeter les bases d'un règlement global, définitif et pacifique du conflit.

2. Le Gouvernement jordanien est fier de la tutelle historique du Royaume hachémite sur les Lieux saints d'Al-Qods et continuera de s'opposer à toute action menée par Israël pour modifier l'identité historique de la région et toute division de l'esplanade des Mosquées/la mosquée Al-Aqsa. Ces dernières années, Israël a imposé de nouvelles restrictions au transport et à la circulation des personnes et des biens, ce qui a eu des répercussions sur la vie quotidienne dans la région, divisé les familles, privé les Palestiniens de perspectives économiques et éducatives et aggravé la pauvreté et le chômage. En outre, des milliers d'hectares de terres ont été confisqués en faveur de l'expansion des colonies de peuplement en Cisjordanie. Dans le cadre de l'occupation illégale, les habitations continuent d'être détruites et les Palestiniens déracinés et déplacés de

force pour faire place à de nouveaux logements et bases militaires. En vertu de la législation discriminatoire et sélective, les Palestiniens vivant à Jérusalem-Est et dans la zone C de la Cisjordanie ne peuvent pas obtenir de permis de construire, ce qui les contraint à fuir de chez eux ou à construire sans permis et courir ainsi le risque de voir leurs habitations détruites. Les violations du droit à l'éducation dans les Territoires palestiniens occupés se poursuivent ; des étudiants sont arrêtés, tués ou blessés, et des restrictions sont imposées à des établissements d'enseignement.

3. La cause palestinienne reste une priorité absolue pour la Jordanie, qui continuera d'œuvrer de concert avec les Palestiniens, les autres pays arabes et la communauté internationale pour relancer des négociations sérieuses en vue de la création d'un État palestinien indépendant sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. La coexistence fondée sur le respect mutuel doit être repensée avec chaque nouvelle génération. Les communautés et les sociétés ne peuvent être protégées que grâce à un travail sérieux qui va au-delà des mesures sécuritaires et humanitaires et se fonde sur les principes de la justice, de l'égalité et de l'inclusion sociale et économique.

4. **M. Zaayman** (Afrique du Sud) déclare que sa délégation appuie pleinement le Comité spécial dans le cadre du travail important qu'il accomplit et demeure attachée à un règlement du conflit israélo-palestinien sur la base de deux États. Malheureusement, la possibilité d'instaurer une paix durable semble lointaine dans le contexte actuel de recrudescence des hostilités et de violations systématiques des droits de l'homme, qui alimentent la haine et la violence entre les peuples palestinien et israélien. L'Afrique du Sud, qui a connu une transition politique monumentale vers une démocratie fondée sur le respect des droits fondamentaux de tous les peuples, garde l'espoir qu'un résultat positif similaire pourra être obtenu. La communauté internationale doit cependant demeurer réaliste quant à l'évaluation et à l'analyse de la situation.

5. Le Gouvernement sud-africain condamne les mesures prises par les Forces de défense israéliennes contre les manifestants palestiniens non armés qui expriment leur mécontentement face à la décision des États-Unis d'Amérique de transférer leur ambassade à Jérusalem. Il s'est également fait l'écho des appels lancés en faveur d'une enquête indépendante sur ces meurtres pour faire en sorte que les responsables aient à en rendre compte. Toutefois, il ressort clairement du rapport du Comité spécial que ces actions brutales ne sont qu'un exemple parmi d'autres qui met en lumière une campagne de répression généralisée, systématique,

délibérée et sans relâche contre les Palestiniens. Les déplorables violations des droits de l'homme ont également pris la forme de violations collectives découlant de la séparation de la population par une barrière physique monolithique, l'imposition de restrictions draconiennes à sa liberté de circulation et sa soumission à des humiliations aux points de contrôle. En outre, la poursuite de l'expansion des colonies de peuplement israéliennes dans les Territoires palestiniens occupés empiète de plus en plus sur les terres limitées dont dispose le peuple palestinien.

6. Le Gouvernement sud-africain est profondément préoccupé par l'absence de progrès dans le processus de paix et par les signes de régression qu'il présente. Cette impasse, qui est lourde de conséquences pour la paix et la sécurité régionales et mondiales, est en partie la résultante de la polarisation croissante des points de vue, de l'érosion du multilatéralisme et des actions unilatérales provocatrices. Les États Membres doivent s'allier pour lutter contre cette évolution et redoubler d'efforts pour parvenir à la paix par le dialogue constructif, la médiation et le compromis. Chacune des parties doit fermement adhérer aux droits de l'homme et les faire respecter, comme condition préalable essentielle à l'instauration de la paix.

7. **M. Keçeli** (Turquie) dit que les droits inaliénables du peuple palestinien sont gravement menacés. Les Palestiniens connaissent des conditions de vie très éprouvantes et subissent des humiliations à cause des mesures systématiques prises pour les contraindre à accepter le statu quo et parmi lesquelles figurent les violations systématiques de leurs droits fondamentaux à la vie, à la liberté et à la sûreté de leur personne ; l'emploi excessif de la force par les forces de sécurité israéliennes ; les projets illicites de colonies de peuplement au cœur de la Cisjordanie ; le déplacement des bédouins de Khan el-Ahmar et la destruction de leurs foyers ; et la loi sur l'État-nation juif. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) est la dernière cible de ces mesures. La situation actuelle engendre le désespoir chez les Palestiniens, accentue le sentiment d'injustice dans la région et crée une méfiance croissante envers les valeurs universelles. Il est grand temps que la communauté internationale prenne des mesures décisives pour protéger les droits fondamentaux du peuple palestinien.

8. **M. Alduwaisan** (Koweït) déclare qu'Israël, Puissance occupante, bloque le travail du Comité spécial et viole les résolutions du Conseil de sécurité, le droit international et les instruments relatifs aux droits civils et politiques. Pendant les manifestations de la « Grande Marche du retour », la machine de guerre

israélienne a commis un certain nombre de violations abominables à la frontière avec Gaza, tuant plus de 60 Palestiniens sans défense et désarmés et faisant plus de 2 400 blessés. Le représentant du Koweït se demande combien de temps Israël sera autorisé à détruire la vie des Palestiniens en toute impunité et jusqu'où iront ces violations. Le Conseil de sécurité doit condamner ces actes et demander l'ouverture d'une enquête indépendante et transparente afin d'amener les responsables à en répondre. Il n'est pas exagéré de dire que qu'Israël défie la volonté internationale. Il a récemment retiré sa candidature au Conseil de sécurité, reconnaissant de ce fait la condamnation de ses actions par la communauté internationale.

9. La délégation koweïtienne est profondément préoccupée par les mesures prises unilatéralement par Israël, s'agissant en particulier de la poursuite de l'expansion des colonies de peuplement. Ces mesures constituent des violations flagrantes du droit international et de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2334 (2016). Elle réitère son appel à revitaliser les mécanismes internationaux existants, y compris le Quatuor, dont la composition devrait être élargie afin d'y inclure d'autres parties régionales. Le Gouvernement koweïtien appuie toutes les mesures pacifiques prises par la Palestine aux niveaux national et international pour renforcer sa souveraineté sur Jérusalem et les Territoires palestiniens occupés. En outre, des mesures devraient être prises pour fournir une protection internationale aux civils palestiniens sans défense. À cet égard, le Conseil de sécurité a réaffirmé dans ses résolutions 605 (1987) et 904 (1994) que la Convention de Genève relative à la Protection des personnes civiles en temps de guerre (quatrième Convention de Genève) était applicable au Territoire palestinien occupé.

10. La paix souhaitée doit commencer par mettre fin à l'occupation israélienne, conformément aux résolutions internationales, au principe de l'échange de territoires contre la paix et à l'Initiative de paix arabe. Le peuple palestinien doit bénéficier de son droit à l'autodétermination en vue d'établir son État indépendant sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. La communauté internationale doit passer d'une approche humanitaire à une approche axée sur la politique et les droits de l'homme pour traiter la question de la Palestine. La délégation koweïtienne appelle Israël à lever le blocus de la bande de Gaza, conformément à la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité. En outre, les donateurs internationaux doivent honorer leurs engagements, fournir une aide humanitaire au peuple palestinien et appuyer la reconstruction et la reprise économique. Le peuple palestinien se tourne vers

l'ONU pour s'acquitter de la responsabilité qui lui incombe de maintenir la paix et la sécurité internationales. La délégation koweïtienne renouvelle son soutien aux efforts déployés par les Palestiniens pour défendre leurs droits légitimes, y compris leurs droits historiques à Jérusalem, qui sont garantis par les résolutions internationales, et appelle tous les États Membres à reconnaître l'État de Palestine, avec Jérusalem-Est pour capitale.

11. **M. Umar** (Nigéria) dit que le regain d'expansion des colonies de peuplement en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, aurait un impact négatif sur le processus de paix au Moyen-Orient, car il porterait atteinte à la continuité territoriale et à la viabilité d'un futur État palestinien souverain. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a noté que les démolitions, les expulsions forcées et les menaces de violence de la part des colons israéliens dans le Territoire palestinien occupé et dans le Golan syrien occupé portaient atteinte aux droits des Palestiniens à la vie, à la liberté et à la sécurité. La délégation nigériane se félicite donc des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport sur les colonies israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé (A/73/410) et demande à Israël de cesser toute expansion des colonies, qui modifie le caractère, le statut ou la composition démographique des territoires concernés. Le gel de l'implantation des colonies de peuplement est essentiel pour instaurer la paix entre Israël et la Palestine et leur permettre de coexister en tant qu'États indépendants et viables sur la base des frontières d'avant 1967, avec la ville sainte de Jérusalem pour capitale des deux États.

12. La situation humanitaire alarmante en Palestine, en particulier le quasi-effondrement des infrastructures dans la bande de Gaza du fait du blocus et de l'action militaire israéliens, devrait vivement préoccuper la communauté internationale. La délégation nigériane demande à Israël de mettre fin au blocus et de rétablir la circulation des personnes et des biens. Elle appelle également Israël, la Palestine et les autres États arabes de la région à travailler de concert pour atteindre l'objectif commun de la solution des deux États, sur la base des résolutions pertinentes de l'ONU et du droit international.

13. **M. Gertze** (Namibie) déclare que le rapport du Comité spécial a une fois encore attiré l'attention sur les violations des droits de l'homme commises en toute impunité dans le Territoire palestinien occupé, y compris la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza, ainsi que dans le Golan syrien occupé. Autre preuve de ces violations, les médias grand public ont fait

état de l'emploi excessif de la force contre les manifestants que le Gouvernement israélien avait ordonné, en dépit de l'offre de l'Égypte d'intervenir en tant que médiateur de paix pour un retour à la normale.

14. La délégation namibienne est profondément préoccupée par le fait que la Puissance occupante a de nouveau rejeté toute coopération avec le Comité spécial, qui s'est vu refuser l'accès aux territoires occupés. Israël continue d'étendre ses colonies de peuplement ; de détruire et de confisquer les biens ; d'exploiter les ressources naturelles des territoires ; d'imposer le blocus et le bouclage de Gaza ; de détenir des enfants ; et de recourir à la détention administrative à l'encontre de la population civile palestinienne, y compris dans le Golan syrien occupé. Ces mesures sont illégales au regard du droit international et des Conventions de Genève, contraires à la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité et compromettent l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination. En outre, depuis le début de la « Grande Marche du retour » en mars 2018, un grand nombre de manifestants civils, y compris des femmes et des enfants, ont été tués ou blessés du fait de l'usage disproportionné de la force par les Forces de défense israéliennes, ce qui constitue une grave violation de la quatrième Convention de Genève et s'apparente à un crime de guerre et à un crime contre l'humanité. En outre, le blocus terrestre et maritime imposé par Israël à Gaza, qui entre dans sa douzième année, a été dévastateur pour le développement économique. De telles mesures réduiraient davantage les chances de parvenir à la paix et à la stabilité dans les Territoires palestiniens occupés et dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient. Elles augmenteraient probablement les risques de violence et de haine, tout en exerçant des pressions supplémentaires sur l'UNRWA et d'autres organisations de défense des droits de l'homme. L'environnement instable dans lequel les Palestiniens continuent de souffrir est insoutenable et la communauté internationale ne doit pas laisser cette situation durer plus longtemps. C'est pourquoi la délégation namibienne demande à toutes les parties belligérantes de faire preuve de la plus grande retenue afin d'éviter de mettre davantage en danger la vie des civils, en particulier les femmes, les enfants et les personnes les plus vulnérables.

15. Le Gouvernement namibien demeure attaché à la cause du peuple palestinien et à sa lutte pour exercer son droit inaliénable de fonder un État palestinien indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale. Israël doit reprendre les pourparlers en vue de parvenir à la solution des deux États, seule voie viable vers la paix. L'espoir des Palestiniens en la justice, l'égalité et la paix et leur désir d'être à l'abri de la peur et d'exercer

leur droit à l'autodétermination doivent être placés au premier plan étant donné que la communauté internationale cherche à apporter son concours au règlement de ce conflit. La délégation namibienne se félicite de l'Accord de cessez-le-feu entre le Gouvernement israélien et la population de Gaza, négocié la veille sous les auspices de l'Égypte. Enfin, l'élection de la Palestine à la présidence du Groupe des 77 et de la Chine est une victoire pour la justice et la liberté sur l'oppression et envoie un message clair de solidarité. La délégation namibienne s'engage à apporter l'appui nécessaire à la Palestine pour lui permettre de remplir son mandat avec succès.

16. **M. Habib** (Indonésie), félicitant le Comité spécial pour son travail, déclare que sa délégation est consciente des difficultés liées à l'établissement de rapports sans la coopération d'Israël, notamment le fait de se voir refuser l'entrée sur le Territoire palestinien occupé. Comme il l'a fait année après année et en violation du droit international et de plusieurs résolutions des Nations Unies, Israël continue de démolir inconsidérément les structures palestiniennes, de restreindre les déplacements, de procéder à des détentions arbitraires, de construire de nouvelles colonies, d'imposer le blocus à Gaza, de faire un usage excessif de la force, de violer les droits de l'homme, d'entraver l'acheminement de l'aide humanitaire et de construire le mur de séparation autour de la ville de Jérusalem. La vie à Gaza est devenue presque absurde, car la population palestinienne continue d'être privée de services de base. Les politiques odieuses de la Puissance occupante démontrent qu'elle n'est pas intéressée par la recherche de la paix et qu'elle est farouchement déterminée à modifier les traits distinctifs ainsi que la composition démographique et physique de la Palestine.

17. La délégation indonésienne condamne la détérioration de la situation humanitaire à Gaza et dans le Territoire palestinien occupé et appuie les nouvelles mesures visant à protéger le peuple palestinien, notamment le déploiement d'une force de protection internationale. Les politiques et les initiatives unilatérales d'Israël visant à modifier le caractère de Jérusalem ou préjuger de son statut final ont rendu le chemin pour parvenir à la paix bien plus long, plus difficile et moins sûr. Toutes les parties doivent se conformer au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme. Le Gouvernement indonésien appelle Israël à changer d'attitude ; à veiller au plein respect des obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire, y compris la résolution 2234 (2016) du Conseil de sécurité ; à se conformer pleinement à l'avis consultatif rendu en 2004 par la Cour internationale de Justice ; et à lever le blocus

de Gaza. La communauté internationale doit s'employer en priorité à trouver sans tarder une solution politique au conflit, conformément à la vision prévoyant deux États, et renforcer l'appui apporté aux travaux du Comité spécial et des autres mécanismes compétents des Nations Unies.

18. **M. Ghorbanpour** (République islamique d'Iran) dit que son gouvernement est extrêmement préoccupé par les conclusions effrayantes contenues dans le rapport du Comité spécial en ce qui concerne le traitement de Palestiniens innocents par le régime israélien. À la fin du mois d'août 2018, on dénombrait, parmi les Palestiniens, 130 morts, dont 23 enfants, et plus de 18 700 blessés. Après plus de sept décennies, les politiques et pratiques brutales d'Israël continuent de violer les droits fondamentaux et la dignité des Palestiniens et des autres Arabes vivant sous occupation. Ils sont privés de leurs terres et de leurs biens ; expulsés de force ; se voient refuser l'accès aux services essentiels ; et sont victimes de violences, de violations de domicile, de harcèlement et d'intimidation de la part des colons israéliens. Le blocus terrestre et maritime illégal et inhumain de Gaza, qui continue d'avoir des répercussions négatives sur la vie de l'ensemble de la population civile palestinienne vivant dans ce district, doit être levé et tous les points de passage doivent être ouverts. En outre, il convient de mettre fin à toutes les mesures punitives collectives, y compris les restrictions à la liberté de circulation dans le Territoire palestinien occupé, les démolitions de maisons, les révocations de droits de résidence et la fermeture de villes.

19. Le Gouvernement iranien condamne fermement la poursuite de l'expansion illégale des colonies de peuplement et de la confiscation des terres dans le Territoire palestinien occupé et le Golan syrien occupé, qui constitue une violation grave du droit international. Il considère que le Golan fait partie intégrante du territoire de la République arabe syrienne et réaffirme que toutes les politiques discriminatoires et illégales imposées à la population syrienne, y compris la construction et l'expansion de colonies de peuplement et la présence de bases militaires israéliennes dans et autour des zones civiles syriennes, constituent des violations flagrantes du droit international, de la Charte des Nations Unies, des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de la quatrième Convention de Genève. La communauté internationale doit assumer ses responsabilités politiques et juridiques pour mettre fin à l'occupation de toutes les terres arabes, y compris les territoires palestiniens occupés, et confirmer le mandat du Comité spécial. Le représentant de l'Iran réaffirme le soutien indéfectible de son

gouvernement au peuple palestinien alors qu'il résiste de manière légitime à l'occupation et s'emploie à exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à fonder un État palestinien souverain, avec Al-Qods pour capitale.

20. **M. Bachman** (Israël) déclare que la situation des droits de l'homme est critiquée dans les zones A et B sur lesquelles l'Autorité palestinienne exerce un contrôle civil total et un contrôle sécuritaire total ou important, ainsi qu'à Gaza, où le Hamas exerce un contrôle de fait depuis 2007. Le droit à la vie, le droit de manifester et le droit à la liberté d'expression, ainsi que la sécurité des femmes et des filles, y sont gravement menacés. Divers groupes de défense des droits de l'homme ont signalé que les autorités palestiniennes en Cisjordanie et les forces de police et de sécurité du Hamas à Gaza avaient, en toute impunité, commis des agressions physiques, procédé à des arrestations arbitraires et infligé des actes de torture à des détenus. Cependant, le véritable objet de la présente réunion ne sont pas les droits de l'homme, le rapport partial ou le Comité spécial malhonnête qui l'a établi ; l'objectif est clairement de taper sur Israël. Chaque année, le Comité spécial produit un rapport qui ne tient pas compte des graves violations des droits de l'homme commises par le Hamas et l'Autorité palestinienne contre les Israéliens et leur propre peuple. Le rapport ne mentionne pas les faits historiques par lesquels Israël a pris le contrôle de ces zones, les actions qu'il a menées dans l'exercice de son droit à la légitime défense ou ses efforts pour trouver des solutions et édifier des ponts.

21. La délégation israélienne souhaite donc combler certaines lacunes dans le rapport biaisé et rendre compte de la réalité de la situation sur le terrain. L'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit classe Israël au 30^e rang au niveau mondial et l'Autorité palestinienne au 108^e. Certains des pays qui appuient ou coparrainent les résolutions au titre du point de l'ordre du jour à l'examen ont un bilan désastreux en matière de des droits de l'homme, preuve de la politique de deux poids, deux mesures et de l'hypocrisie qui caractérisent le programme anti-Israël. Israël est une nation démocratique qui a accompli des progrès considérables dans les domaines de la science, de la culture, de la médecine, de la littérature et de la technologie. Il a pris le contrôle de la bande de Gaza, de la Cisjordanie, du plateau du Golan et du désert du Sinaï pendant la guerre des Six jours en 1967, qui avait été la résultante d'une réaction d'autodéfense plutôt que d'une visée expansionniste ou maximaliste. Israël a dû subir une autre guerre avant de signer avec l'Égypte un accord de paix historique fondée sur le principe de l'échange de territoires contre la paix qui, 40 ans plus tard, demeure

un pilier de la stabilité stratégique dans cette région instable. Une telle approche ne pouvait pas être mise en œuvre de l'autre côté de la vallée du Jourdain. Personne n'a été naïf au point de croire que le régime Assad avait la moindre crédibilité pour faire la paix ou maintenir la stabilité.

22. Prenant la parole sur une motion d'ordre, **M. Mounzer** (République arabe syrienne) demande au représentant d'Israël de se limiter au point de l'ordre du jour à l'examen et de ne pas aborder d'autres questions car il n'y a pas de temps à perdre à écouter ces travestissements.

23. **M. Bachman** (Israël) dit que la Cisjordanie, ou ancienne Judée, et la Samarie biblique ont été sous mandat britannique avant mai 1948, date à laquelle la Légion arabe de Jordanie a franchi la frontière internationale dans la vallée du Jourdain et a occupé la région de manière illégale. La convention générale d'armistice de 1949 entre le Royaume hachémite de Jordanie et Israël prévoit explicitement que la ligne de démarcation, connue sous le nom de Ligne verte, n'est pas et ne doit pas être considérée comme une frontière, mais plutôt comme une ligne militaire. Israël n'a donc pas franchi une frontière reconnue internationalement lorsqu'il avait pris le contrôle de la Cisjordanie en 1967. La Cisjordanie n'a été prise à aucune entité palestinienne souveraine, parce qu'il n'en existait pas à l'époque ; elle a été reprise de l'agresseur par celui qui avait exercé son droit de légitime défense. Par conséquent, la revendication juive sur la région, d'où venait la nation juive, et la présence d'Israël dans cette région sont légitimes. Le futur statut de la région devrait être négocié directement et de manière bilatérale, comme cela a été convenu par les deux parties et la communauté internationale dans le cadre des accords contraignants en vigueur.

24. Le Gouvernement israélien ne souhaite pas contrôler les Palestiniens. Depuis les Accords d'Oslo, il a proposé aux Palestiniens plusieurs plans pour mettre fin à la situation actuelle, avec des concessions de grande portée, mais tous ont été rejetés ou ignorés. Après la tenue du Sommet de Camp David, l'Autorité palestinienne a répondu par la deuxième Intifada. À la suite de la Conférence d'Annapolis, le Hamas a réagi en lançant plus de 750 roquettes sur Israël. Alors que Mahmoud Abbas prétend appuyer la solution des deux États lorsqu'il s'exprime en anglais, ses déclarations en arabe reflètent son engagement total en faveur du plein exercice de ce que l'on appelle revendication du retour, qui ferait d'Israël un État palestinien.

25. Israël s'est retiré de Gaza en 2005, mettant fin à la prétendue occupation, et deux ans plus tard, les

terroristes du Hamas ont rejeté l'Autorité palestinienne et construit une ville de terreur souterraine. Au cours de ces deux années, il n'y a pas eu de prétendue occupation ou de blocus, et pourtant, la paix n'a pas été rétablie. Le Hamas et l'Autorité palestinienne doivent être tenus responsables de la situation désastreuse des droits de l'homme à Gaza. Si la terreur palestinienne en cours cesse, les restrictions ou le blocus ne seront plus nécessaires pour protéger les civils israéliens. Cependant, tant que le Hamas se voue à la destruction d'Israël et poursuit la constitution de son arsenal de roquettes, le Gouvernement israélien continuera de faire tout ce qui est nécessaire pour protéger ses citoyens, comme tout gouvernement le fera. Les questions litigieuses entre Israéliens et Palestiniens ont beaucoup plus de chances d'être résolues au moyen de négociations directes. Les tentatives unilatérales visant à préjuger des résultats des négociations ou à contourner les négociations par l'entremise d'institutions internationales multilatérales ayant des programmes partiels bien précis sont vouées à l'échec.

26. **M. El Mezouaghi** (Maroc) indique qu'en 2018, la question palestinienne a connu une évolution sans précédent sur le terrain, notamment en ce qui concerne Jérusalem. Le Maroc, qui préside le Comité d'Al-Qods de l'Organisation de la Conférence islamique, réitère son appel à s'abstenir de prendre toute mesure unilatérale susceptible de modifier le statut juridique de Jérusalem et de compromettre les efforts de paix dans la région.

27. L'UNRWA a joué un rôle central dans l'atténuation des souffrances des réfugiés palestiniens. Compte tenu du déficit budgétaire de l'Office, la délégation marocaine se félicite des efforts déployés par toutes les parties prenantes pour appuyer ses travaux et invite tous les partenaires à verser des contributions supplémentaires. Le Maroc n'a cessé d'appeler à mettre fin à toutes les formes de violence et à toutes les politiques dirigées contre le peuple palestinien. Malheureusement, Israël poursuit l'expansion des colonies de peuplement et continue de détruire des maisons et de mener d'autres activités qui constituent des violations flagrantes du droit international humanitaire et de la quatrième Convention de Genève, ce qui sape encore davantage les efforts de paix.

28. La communauté internationale se doit d'inciter Israël et la Palestine à sortir de l'impasse actuelle et à entamer des négociations sincères, assorties de délais, qui aboutiront à une véritable solution des deux États, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale de la Palestine, conformément aux résolutions internationales et à l'Initiative de paix arabe,

instaurant ainsi une coexistence pacifique et harmonieuse entre Israël et la Palestine.

29. **M. Madriz** (Nicaragua) dit que le Gouvernement nicaraguayen appuie pleinement la cause palestinienne et continuera d'appeler à la solution des deux États sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale de la Palestine, et dans le cadre de laquelle les deux pays pourraient vivre côte à côte en harmonie, en sécurité et dans un climat de coopération. En outre, sa délégation se félicite des annonces de contribution volontaire à l'appui de l'UNRWA.

30. La paix et la stabilité dans la région ne peuvent être obtenues que par les négociations et la mise en œuvre intégrale des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, notamment la résolution [2334 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité. La délégation du Nicaragua apporte toujours son appui à toutes les initiatives visant à instaurer la paix, l'unité et la coopération dans la région par le dialogue et la négociation, et demande que l'on redouble d'efforts aux niveaux national, régional et international à cet égard.

Déclarations faites au titre du droit de réponse

31. **M. Bachman** (Israël) déclare qu'il faut beaucoup de patience pour rester les bras croisés et écouter d'innombrables accusations, surtout lorsqu'elles sont portées par des représentants de pays qui pourraient tirer leçon des pratiques israéliennes, en particulier s'agissant du traitement des Palestiniens. Leurs déclarations dépeignent Israël comme une superpuissance maléfique, mais il suffirait d'une visite dans le pays pour montrer à quel point ces commentaires sont contradictoires avec la situation sur le terrain.

32. En ce qui concerne l'accusation selon laquelle Israël a activé une machine de guerre, rien ne saurait être plus éloigné de la vérité. Depuis la création du État d'Israël, les forces armées, contrairement aux autres pays, ont été appelées les Forces de défense israéliennes. L'accent a été mis sur la défense car Israël a été encerclé par des pays qui n'avaient pas été en mesure d'accepter l'existence même d'un État juif. Cette hostilité a été canalisée vers l'enseignement à des générations d'enfants de la haine des Juifs et, plus précisément, de l'État juif d'Israël. En conséquence, le Gouvernement israélien s'est employé à protéger ses citoyens, contrairement aux Palestiniens, qui ont sciemment tiré depuis des zones civiles densément peuplées vers des zones exclusivement civiles en Israël, commettant ainsi un double crime de guerre. Pourtant, les États membres au sein de la Quatrième Commission préfèrent débattre des actions menées par Israël pour se

défendre et qui, hélas, ont manifestement fait des victimes. Les Forces de défense israéliennes font preuve de retenue comme aucune autre armée, en particulier au Moyen-Orient. En outre, le Gouvernement israélien a investi des milliards dans le système de défense Dôme d'acier qu'aucun autre pays n'a réussi à développer. Israël est fier de cette technologie, qui a été mise au point pour contrer les effets tragiques des missiles lancés depuis Gaza, et de la contribution stratégique qu'elle apporte à la stabilisation de la région du Moyen-Orient. Si certains États Membres ont qualifié Israël d'élément déstabilisateur, il s'agit en fait d'un îlot de stabilité et de démocratie au Moyen-Orient et il espère que ces États pourront jouir d'un tel cadre à l'avenir.

33. Au Moyen-Orient, il n'y a aucune place pour la faiblesse, en particulier lorsqu'il s'agit d'un groupe minoritaire. D'autres minorités de la région, comme les Kurdes et les Assyriens, envient et admirent Israël qui, en tant que minorité juive de la région, a non seulement trouvé la sérénité mais est devenu également un pays prospère. Avant même la création de l'État d'Israël, le pays a été victime de terribles actes d'agressions de la part des pays voisins et l'ensemble du monde arabe, et souvent aussi du monde islamique. Toutefois, encore fallait-il qu'il soit une victime forte ou qu'il cesse d'exister. Malheureusement, les Palestiniens ont choisi de vivre dans une détresse constante. S'ils peuvent oublier leur haine des juifs et d'Israël, accepter la présence d'un État juif, mettre de côté leurs capacités militaires et résoudre leurs problèmes internes, ils trouveront un véritable partenaire de paix.

34. **M. Shaddad** (Jordanie), répondant à l'affirmation du représentant d'Israël selon laquelle l'armée jordanienne avait par le passé occupé la Cisjordanie, souhaite rappeler que la Cisjordanie était devenue partie intégrante de la Jordanie à la demande des Palestiniens eux-mêmes, qui avaient obtenu la moitié des sièges du Parlement jordanien lors des élections qui avaient suivi. Sa délégation trouve curieux que la Jordanie soit mentionnée dans ce contexte au sein de la Quatrième Commission, puisqu'il n'y a pas eu d'occupation illégale.

35. **M^{me} Abdelhady-Nasser** (Observatrice de l'État de Palestine) estime qu'elle se doit de répondre à la déclaration hostile et aux affirmations mensongères du représentant d'Israël. Sa délégation ne peut accepter le dénigrement ouvert des États Membres, y compris des membres du Comité spécial, ni le mépris total à l'égard des efforts sérieux déployés par la Quatrième Commission pour répondre aux violations graves du droit international perpétrées par Israël en tant que Puissance occupante. La communauté internationale ne

doit pas rester silencieuse pendant que la délégation israélienne se moque du droit international et affirme avec audace que tout le monde a tort et que seul Israël a raison.

36. Aucune des délégations ne dénigre Israël. Les rapports présentés au titre du point de l'ordre du jour à l'examen n'ont pas été entachés de partialité ; il existe de nombreuses preuves, dont certaines ont été recueillies par des organisations israéliennes de défense des droits de l'homme qui ont des principes, telles que Betsalem, La paix maintenant et Yesh Din. Alors même que le Gouvernement israélien intensifie les hostilités et prend des mesures punitives contre les défenseurs des droits de l'homme pour dissimuler la vérité, un travail important continue d'être fait pour dénoncer et documenter les innombrables violations commises contre le peuple palestinien qui, dans de nombreux cas, constituent des crimes de guerre. Les appels à la cessation de ces crimes n'ont rien à voir avec la prétendue haine des juifs ou de la religion juive. Ces affirmations outrageantes donnent une image trompeuse du conflit, lequel concerne l'oppression du peuple palestinien ainsi que la colonisation et l'annexion de facto de ses terres par une occupation impitoyable, violente et illégale. En outre, l'affirmation selon laquelle les Palestiniens cherchent à tout avoir est sans fondement. Ainsi que l'ont clairement établi des organisations internationales ou israéliennes impartiales sur le terrain, c'est Israël qui fait obstacle à toute initiative de paix en invoquant d'innombrables excuses et conditions préalables afin de gagner encore du temps pour annexer les terres palestiniennes et imposer son plan du grand Israël.

37. La Quatrième Commission a entendu d'autres excuses cherchant à justifier l'occupation brutale et des affirmations éhontées sur l'infériorité des Palestiniens autochtones, comme s'il s'agissait d'un peuple non civilisé plutôt que d'un peuple affaibli par des décennies d'oppression et de colonisation. La délégation israélienne a mis en doute l'existence de l'État palestinien, même après avoir admis que le territoire sur lequel l'État d'Israël avait été créé en vertu de la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale portait le nom de Palestine, et même après que les Palestiniens avaient consenti un compromis douloureux en acceptant que l'État de Palestine ne recouvre que 22 % de leur patrie historique. Les Palestiniens ont reconnu l'État d'Israël et son droit d'exister, mais Israël n'a jamais reconnu l'État de Palestine ni le simple droit de son peuple à vivre librement et dignement dans un État indépendant. Alors qu'Israël ne manifeste qu'une adhésion de pure forme à la solution des deux États et la rend d'autant plus difficile à réaliser, le Gouvernement

palestinien a contribué aux contenus de nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies, qui ont reçu l'adhésion d'une majorité écrasante de ses États membres. L'oratrice se demande pourquoi le représentant d'Israël continue d'ignorer ces faits et pourquoi la communauté internationale doit continuer d'entendre de telles affirmations diffamatoires contre sa délégation et d'autres délégations qui ont voté en faveur de ces résolutions par principe et sur la base de dispositions précises du droit international, plutôt que sur la base de la haine faussement affirmée des Juifs.

38. Le représentant d'Israël a décrié les déclarations formulées au sein de la Quatrième Commission, les qualifiant d'altération de la réalité alors qu'en fait, elles ont à peine évoqué la triste réalité de la vie des Palestiniens sous occupation. L'incapacité sur le long terme d'obliger Israël à rendre compte de ses crimes a certainement encouragé ces comportements moqueurs et méprisants, comme elle a renforcé la cruauté envers le peuple palestinien, qui se manifeste par des violations flagrantes de ses droits fondamentaux et des provocations de plus en plus effrayantes et des discours incendiaires. Les Palestiniens, y compris les enfants, sont considérés par certains responsables israéliens comme des animaux, des insectes ou des serpents, sont menacés d'extermination et diabolisés en tant que terroristes. Il est déplorable, inhumain et dangereux de confondre l'ensemble de la population civile avec une minorité de militants en son sein afin de faire l'apologie de la brutalité impitoyable de l'occupation.

39. La délégation palestinienne lance un appel au représentant d'Israël pour qu'il cesse de donner des leçons sur la démocratie exemplaire de son pays. Une véritable démocratie ne prévoit pas pour des fractions entières de sa population des dispositions discriminatoires fondées sur la religion et l'appartenance ethnique, et ne se comporte pas comme une théocratie extrémiste ou un État d'apartheid. Elle n'imposera certainement pas à un autre peuple une occupation étrangère de plus d'un demi-siècle. Israël n'a pas l'armée la plus morale du monde, comme en attestent tragiquement les centaines de milliers d'enfants tués, blessés, mutilés ou devenus orphelins.

40. La délégation palestinienne est rassurée par les déclarations de principe faites par de nombreuses autres délégations, dont certaines se sont exprimées au nom de grands groupes, qui ont plus que suffisamment réagi aux affirmations mensongères de la délégation israélienne, et leur demande de continuer à lui apporter leur appui précieux. En dépit de nombreuses difficultés et de son sort misérable, le peuple palestinien a la chance de bénéficier de la solidarité, de la gentillesse et de l'aide de pays du monde entier qui, espérons-le, se traduiront

un jour par les changements réels nécessaires pour que la paix et la justice deviennent une réalité.

41. **M. Bachman** (Israël), répondant à la représentante de l'Autorité palestinienne, dit que l'appui de la majorité des États membres ne signifie pas que la décision est justifiée ou juste, comme en témoigne depuis des décennies l'adoption rituelle d'innombrables résolutions anti-israéliennes. En tant que démocratie, son gouvernement est fier d'avoir des organisations non gouvernementales qui critiquent ses pratiques. Toute organisation de ce type opérant sous la juridiction de l'Autorité palestinienne ou à Gaza serait immédiatement éliminée. Si la haine des Juifs n'existe pas, le représentant d'Israël se demande pourquoi il y a des attaques terroristes contre les Juifs dans le monde entier et pourquoi certaines émissions de télévision dans de nombreux États arabes enseignent la haine et prétendent, par exemple, que les Juifs tuent des enfants et boivent leur sang. Si les Romains ont appelé cette terre Palestine afin de provoquer les Juifs, les Philistins n'ont, historiquement parlant, aucun lien avec les Palestiniens d'aujourd'hui. La reconnaissance officielle d'Israël par les Palestiniens sonne creux. En réalité, la terreur en provenance de Ramallah et de Gaza n'a point cessé depuis des décennies.

42. Répondant à l'observation selon laquelle Israël tire pour tuer, le représentant d'Israël déclare que rien n'est plus faux. Le Hamas a envoyé des enfants en première ligne dans le but exprès de provoquer un débat sur les pratiques de son gouvernement, mais personne n'a mentionné la nécessité pour son pays de se défendre face à tant de terreur. Il demande de nouveau aux Palestiniens de cesser de se poser en victime et de s'adresser à la communauté internationale pour obtenir de l'aide ; son gouvernement est disposé à engager des pourparlers. Il n'y a pas lieu de gaspiller le temps et les ressources de l'Organisation des Nations Unies.

43. **M. Mounzer** (République arabe syrienne) dit qu'Israël, autorité occupante, ment et invente des histoires pour justifier son occupation ; pour s'approprier des terres, des ressources et des richesses ; et pour mener des attaques, effectuer des bombardements, procéder à des démolitions, provoquer des déplacements et commettre des assassinats et d'innombrables violations contre le peuple palestinien. Toute tentative de tromper le monde ne dissimulera pas la laideur de l'occupation. Israël a défié des centaines de résolutions internationales appelant à mettre fin à l'occupation et à son retrait des territoires occupés. Il est à l'origine des souffrances quotidiennes chroniques du peuple palestinien et des Syriens du Golan, en portant atteinte à leurs droits à l'éducation, aux soins de santé, au travail, à l'alimentation, à la construction, à la liberté

de circulation et à la souveraineté sur les ressources naturelles, ainsi qu'à leur droit de vivre sur leur propre territoire. L'autorité occupante a construit des murs d'isolement, démoli des habitations et recouru à un terrorisme systématique en procédant à la détention arbitraire de Palestiniens et de Syriens et en leur imposant des peines injustes. En République arabe syrienne, Israël a appuyé les terroristes du Front el-Nosra et d'autres groupes terroristes ralliés à l'État islamique d'Iraq et du Levant, soigné leurs blessés dans des hôpitaux israéliens et reçu la visite de leurs dirigeants. Il a détruit plus de 260 villages et fermes dans le Golan occupé et déplacé un demi-million d'habitants. Il a ciblé des structures sur le territoire syrien, en violation flagrante du droit international et du cessez-le-feu de 1974, et a planté environ un million de mines dans le Golan occupé. En conséquence, 200 enfants sont morts et 329 000 ont été handicapés à vie. Il a également commis d'innombrables autres infractions. L'orateur demande donc au représentant d'Israël de mettre fin aux falsifications et aux mensonges, car ceux-ci n'effaceront pas l'histoire honteuse de l'occupation israélienne.

La séance est levée à 11 h 45.